

PORTER LA PAIX AVEC UN PROJET COMMUNISTE POUR L'EUROPE et LE MONDE

Evelyne TERNANT – Fédération du Doubs, section de Besançon

Les enjeux internationaux sont un facteur plus que jamais déterminant pour les situations nationales, tant les stratégies mondiales du capital s'interpénètrent, tant les effets de dominations s'amplifient, au point de préparer ouvertement la guerre, par les budgets et par les mots qui « [•] ne sont jamais seulement des mots, ce sont des actes, qui construisent des environnements humains; ils peuvent relier ou diviser, servir la vérité ou la desservir; Nous devons désarmer les mots pour désarmer les esprits et désarmer la Terre. » (le pape François ? Rome ? 70 mars 868 🇫🇷).

Tensions internationales et crise de rentabilité du capital

La grille de lecture marxiste des tensions internationales et des périls de guerre paraît plus que jamais pertinente : elle invite à les relier à la crise de rentabilité du capital suraccumulé et ses effets d'amplification des rivalités inter-impérialistes, dans un moment où les multinationales sont aux prises avec une mutation technologique intense et où les institutions publiques mondiales internationales nées avec le Capitalisme Monopoliste d'Etat sont, comme lui, en crise profonde. Du fait de la phase IA (intelligence artificielle) de la révolution informationnelle et du défi de la Chine, les besoins en capitaux sont décuplés. Mais la rentabilité fléchit précisément sous le poids de la masse énorme de capitaux gonflée par les injections monétaires qui ont fait suite à la crise financière de 2008 et au COVID, puis par la spéculation sur l'IA. Elle fléchit aussi en raison de la logique même d'accumulation du capital qui, en limitant de manière criante les dépenses pour les capacités humaines (emploi, qualifications, services publics) bute sur une crise globale d'efficacité. Ainsi le risque de dévalorisation brutale du capital financier par effondrement monétaire et boursier s'accroît fortement ; pour les mêmes raisons de sauvegarde du taux de rentabilité, la bataille fait rage pour s'assurer un leadership technologique dans la révolution informationnelle. Il en résulte une concurrence exacerbée sur les ressources matérielles (terres rares, minerais critiques, gaz, etc.), sur les capitaux, et sur la maîtrise de l'information. Les actifs capitalistes « se rematérialisent » en quelque sorte, impliquant d'immenses besoins de capitaux pour détenir et conserver des situations de monopole. L'intervention israélo-américaine en Iran, alors même qu'un accord sur le stockage de l'uranium enrichi était à portée de signature, qui aurait empêché tout accès de l'Iran à la bombe, montre bien que ce n'est ni cet enjeu, ni bien entendu celui de la démocratie, qui en sont les motifs.

Le contexte international actuel n'est pas sans rappeler celui de l'impérialisme à la veille de la première guerre mondiale, avec des affrontements pour la mise sous

tutelle des territoires stratégiques, qui expliquent pour une large part l'engrenage des tensions internationales, tandis-que pour le néo-impérialisme états-unien, l'enjeu de maintenir l'hégémonie mondiale du dollar, et d'une contre-attaque à la dédollarisation possible qui se construit avec les BRICS, est plus que jamais vital. Le bras de fer de Trump sur le dollar montre bien l'enjeu de concurrence sur les capitaux, tandis que son bras de fer sur les tarifs douaniers pour attirer les investissements technologiques, les recherches et l'industrie aux Etats-Unis montre bien l'enjeu de monopole informationnel. Une offensive qui ne se déroule pas sans contradictions, compte tenu des interdépendances internationales bien plus fortes que par le passé, notamment vis à vis du « rival systémique » qu'est la Chine. Contradictions aussi au sein des multinationales, prises entre la dictature de la rentabilité financière et une dépendance accrue aux capacités humaines et aux qualifications. L'intensité de la crise globale et le durcissement de ces contradictions exigent une bataille idéologique inédite pour que les « cerveaux » se rangent du côté du capital, de sa culture de la rentabilité et s'engagent dans le soutien au principe de conflictualité du monde.

Telle est la toile de fond d'une guerre économique, politique et idéologique sans merci, de son continuum vers la guerre tout court, qui s'organise par la militarisation des budgets, par le basculement vers l'économie de guerre et la conversion d'une partie de l'appareil productif en industrie de l'armement. Les forces du capital tout comme les dirigeants politiques réactionnaires comptent sur le complexe militaro-industriel ainsi placé sous l'oxygène des fonds publics (incluant la création monétaire à bas taux par les banques centrales) pour relancer l'activité économique et offrir de nouvelles sources de rentabilité. C'est illusoire, car les dépenses militaires, même si elles créent des emplois, sont dans le meilleur des cas inutilisées, donc stérilisées, soit dans le pire des cas, utilisées pour détruire et semer la mort...et tous les cas un immense gâchis qui prive les populations des dépenses utiles pour l'humain et la planète. Cette situation est lourde de périls immenses pour l'avenir de la planète, avec un risque de guerre mondiale, de désastre climatique, d'effondrement économique et financier généralisé, lié à la suraccumulation du capital.

L'exigence d'un nouvel ordre mondial

Les alertes du secrétaire général des Nations Unies sont à prendre au sérieux lorsqu'il rappelle le montant colossal des dépenses militaires mondiales (2700 milliards) qui en tendance actuelle pourraient plus que doubler d'ici 2035 ; le montant actuel équivaut à 13 fois l'ensemble de l'aide publique au développement mondiale, ou encore au produit intérieur brut de tout le continent africain. Une telle accumulation d'armes conduit nécessairement à la tentation de les utiliser, le monde est confronté à des défis existentiels : « même.la.Guerre.froide.était.moins.dangereuse », estimait le

Secrétaire général des Nations Unies, avant même la nouvelle escalade gravissime de la guerre à l'Iran : « à la menace nucléaire toujours présente s'ajoutent en effet la crise climatique et les risques d'une intelligence artificielle non contrôlée » ; « les gains relatifs issus de la compétition entre les pays ont la priorité sur les gains absolus pour tous grâce à la coopération » . « les crises se multiplient liées à la concurrence et à l'impunité. Un ordre mondial qui profite à tous doit combler ces lacunes et apporter des solutions ; »

Un nouvel ordre mondial : tel est en effet le combat prioritaire, et les propos d'Antonio Guttérrez rappellent à juste titre l'importance de la bataille politique pour un nouvel ordre mondial. Nos propositions concrètes sur les institutions mondiales, comme celles concernant un FMI profondément démocratisé gérant une monnaie commune mondiale pour le développement des biens communs, ou celle d'une OMC transformée, tous deux placés sous le chapeau des Nations-Unies, font partie des solutions à débattre. De même que celle d'une conférence financière et monétaire mondiale sur le financement des biens communs et des dépenses publiques comme étape politique vers ces propositions.

L'idée, très puissante, selon laquelle « les gains absolus pour tous de la coopération » sont plus forts que « les gains relatifs issus de la compétition », même pour les économies dominantes, est fondamentale, car elle montre à quel point il existe un potentiel de convergence des luttes de tous les peuples. Elle prend une perspective nouvelle avec la révolution informationnelle, où des milliards de dépenses informationnelles (R&D, etc.) pourraient être partagés, avec une économie de coûts considérable, au lieu des surcoûts de la financiarisation des recherches et de leur incessants rachats pour les monopoliser.

[Le nécessaire retour critique sur notre action internationale](#)

Notre 40^e congrès ne peut pas, ne doit pas faire l'impasse sur le diagnostic de notre activité depuis le 39^e congrès ; le débat sur ce qui a divisé la direction sortante doit se déployer sans entrave, afin que chaque communiste puisse en appréhender les enjeux, et que l'orientation retenue corresponde effectivement aux choix majoritaires dans notre parti.

L'engagement du PCF pour la paix et contre l'économie de guerre est clair et sans ambiguïté, et il tranche avec les positions d'une partie de la gauche, en particulier celles du PS et des Ecologistes, ce qui d'ailleurs ne peut pas être considéré comme désaccord mineur pour déterminer une éventuelle stratégie d'alliance lors d'élections nationales.

Mais pour que la cause pacifiste l'emporte sur les surenchères bellicistes des va-t'en guerre, on ne peut pas s'en tenir à une posture globale en faveur de la paix : c'est un projet de transformation offensif, ouvert, et réaliste, car adossé à des propositions concrètes qu'il faut porter, partager, et faire émerger dans des actions mobilisatrices : pour des revendications communes, pour des institutions nouvelles

aux différents niveaux.

L'impasse du « souverainisme »

Or, sur ce point, l'activité actuelle du PCF est lacunaire, du fait d'une orientation qui, sous la pression des poussées nationalistes, cède le pas à un « souverainisme » qui efface, consciemment ou non, le conflit de classe et la portée du projet communiste pour l'Europe et le monde, lequel constitue la véritable résistance à l'idéologie de la guerre. Le combat pour la paix n'est pas seulement l'exigence de l'absence de guerres, il suppose que soient mises en place des conditions matérielles et morales permettant de rendre effectif le droit des peuples à vivre dignement.

Or, il y a posture souverainiste lorsque les maux du pays sont attribués principalement à un manque d'indépendance ou d'autonomie « nationale », hors d'une analyse du rapport de classes ; lorsque les propositions politiques nationales, censées se suffire à elles-mêmes, sont cloisonnées et séparées des mesures de transformation à l'échelle européenne et mondiale, en dépit de leurs interactions étroites dans l'étape actuelle du capitalisme et de sa globalisation financière. En arrière-plan de cette représentation de la nation se profile alors la possibilité d'une « union nationale » des forces politiques à la recherche de l'autonomie perdue.

La rupture d'orientation de la campagne des Européennes

La campagne du PCF des élections européennes a marqué une rupture d'orientation non seulement par rapport à la ligne politique adoptée lors de plusieurs élections européennes précédentes, mais par rapport à la base commune du 39^e congrès, rappelée dans le texte d'orientation du CN pour les Européennes de juillet 2023, qui affirmait : « nous.voulons.mener.des.batailles.politiques.who.changent.la.donne.en.Europe.par.des.mobilisations?des.prisés.de.conscience.sur.les.enjeux?en.mettant.en.débat.nos.conceptions.de.la.construction.européenne.et.nos.propositions.»

Or, c'est une campagne du NON à l'Europe et du retour à la « souveraineté de la France » qui a prévalu, dont Léon Deffontaines ne saurait être tenu pour seul responsable, car ce choix est celui d'une équipe de campagne, sous influence des alliés de la gauche républicaine souverainiste, décidant hors contrôle du CEN placé en situation de commentateur, et ne tenant aucun compte des nombreuses réserves exprimées lors du CN du 23 juillet sur le texte d'orientation, y compris de la part de celles et ceux qui l'ont voté. Contradictoirement à l'affirmation initiale de vouloir porter les « conceptions.et.propositions.sur.la.construction.européenne », le texte se concentrait en réalité sur la déclinaison à tous les étages de la notion de « souveraineté », sans précision sur sa nature, nationale ou populaire, sans clarification sur les contenus impliqués : il proposait ainsi de « retrouver » :

- une souveraineté « politique » ;

- « monétaire » ! Un non-dit sur l'éventualité d'une sortie de l'euro ? Il faut rappeler que la souveraineté monétaire, ce n'est pas seulement contrôler l'émission des « signes »

monétaires, c'est aussi et surtout décider où et comment cette monnaie est utilisée, c'est pouvoir « tenir » la valeur de la monnaie par rapport aux autres devises, ce qui dans le contexte de globalisation financière n'existait plus avec le Franc... ;

- « industrielle?agricole?alimentaire » : pense-t-on pouvoir produire l'essentiel de ce que nous consommons ?

-« commerciale » : s'agit-il de rétablir des droits de douane à la frontière de la France ?

-« énergétique » : envisage-t-on de cesser les importations d'uranium enrichi, de gaz et de pétrole ?

- « diplomatie.et.défense » : mais elles n'ont en rien perdu de leur indépendance, si ce n'est par choix politique « souverain » de l'atlantisme, pratiqué par les gouvernements français de droite...comme de gauche !

La teneur des tracts de la campagne électorale a confirmé l'absence d'un projet européen, sinon le repli sur la France : « l'Europe.libérale.et.l'austérité.qui.cassent.nos.services.publics?notre.industrie.et.notre.agriculture.ça.suffit;.La.France.doit.retrouver.sa.souveraineté ». Plusieurs termes du discours portent à confusion : est-ce « la.France » ? Est-ce « sa » souveraineté ? Est-ce « retrouver » quelque part un passé qui aurait existé ? La parole publique est allée jusqu'à l'expression « qu'elle.crève.cette.Europe », visant bien-sûr l'Europe néo-libérale, mais donnant forcément lieu, en l'absence de perspective claire pour une autre construction européenne, à une interprétation de la position du PCF comme foncièrement anti-européenne et susceptible d'alimenter les pires sentiments.

L'effacement d'un projet communiste européen

Même si la proposition émise par la commission économique d'un « Fonds.européen.pour.les.services.publics » financé à taux nul ou négatif par la BCE a finalement été glissée en fin d'un ou deux tracts, le contexte général de la campagne ainsi que l'absence d'explications sur le caractère transformateur de la mesure ne pouvaient pas lui donner la moindre consistance, ni lui assurer une quelconque crédibilité.

Or cette proposition d'un « Fonds européen de développement des services publics » financé par la BCE est centrale dans une visée transformatrice. Pourquoi ?

- parce qu'elle apporte une solution de financement des services publics – l'avance de monnaie par la BCE- qui permet de décrocher des marchés financiers, et par là même, de leur tutelle et de leurs coûts en intérêts pour les budgets des Etats ;

-parce qu'elle peut être construite progressivement, en partant d'un fonds national, géré démocratiquement par les forces vives du pays, partant des projets élaborés dans les territoires avec la population, et ensuite élargie dans le cadre d'une coopération avec les pays qui se seront dotés de fonds nationaux du même type, dans une construction européenne à géométrie choisie ;

-parce que ces propositions, compatibles avec les traités européens tels qu'ils sont aujourd'hui, autorisant la BCE à financer ce type de structure, ne sont pas des plans sur

la comète repoussés à l'horizon lointain d'une refonte des traités.

Il s'agit donc d'une bataille politique pour une mesure concrète et immédiate, qui combat frontalement le capital tel qu'il est, là où il exerce son pouvoir, et qui donne en même temps la perspective transformatrice d'une Europe de la coopération pour développer les services publics, grâce à un financement émancipé des marchés financiers. C'est une erreur politique d'avoir délaissé cette bataille majeure.

Il y a d'autres éléments qui auraient pu être mis en avant pour caractériser notre projet pour l'Union Européenne tels que : (1) des droits décisionnels aux comités d'entreprise européen (CEE) sur les délocalisations, avec un pouvoir de contre-propositions ; (2) des traités de maîtrise du commerce international, fondés sur l'équilibre des positions et la coopération, s'opposant à la fois au dumping social et environnemental du libre-échange et au repli protectionniste ; (3) le rééquilibrage des rapports de force mondiaux avec la proposition d'une Europe faisant le pont entre l'Occident et le « Sud global ».

[Le problème de l'Union Européenne n'est pas celui d'une souveraineté nationale perdue](#)

Cette vision d'une Europe transformée et transformatrice a été effacée derrière celle d'une « souveraineté de la France » prétendument perdue, ce qui est d'abord factuellement erroné, puisque tous les gouvernements, de droite comme de gauche, ont participé à l'élaboration des politiques néo-libérales européennes, bien contents de faire porter le chapeau de mesures impopulaires à l'Union Européenne. L'Etat français, s'il le veut, pourrait exercer « sa » souveraineté dans l'UE, mais de quelle souveraineté s'agit-il ?

En effet, ce glissement « souverainiste » brouille l'analyse de classe, car la question est de savoir comment faire valoir la souveraineté populaire, en France comme en Europe face à la loi du capital, face à la dictature des marchés financiers, face à la baisse du coût du travail, face au démantèlement des services publics et de la protection sociale.

Le coup de force de la présidente de la commission, Ursula Van der Leyen, décrétant l'application immédiate du traité Mercosur malgré la saisine de la cour de justice de l'UE par le parlement européen montre bien que le déni de souveraineté démocratique a lieu aussi à l'échelle de l'Europe. Quant à l'opposition de Macron à cette décision, elle est inefficace parce que de pure forme et faite de faux semblants : elle est venue bien tardivement à la suite des manifestations paysannes, après des années de soutien aux négociations ; la réaction au coup de force, qualifié de « mauvaise surprise » est particulièrement faible ; la France a toujours la possibilité de ne pas l'appliquer en déclenchant les clauses de sauvegarde, ce qu'il se garde bien d'évoquer.

[Le PCF est-il en train de renoncer aux luttes immédiates pour une construction](#)

européenne progressiste ?

Un article récent de Vincent Boulet, responsable des relations internationales, publié dans *Communistes* (numéro du 21 janvier 2026) et posté sur le site du PCF, intitulé « Groenland ¿la.fin.de.l'OTAN.et.de.l'UE » mérite une discussion dans les instances dirigeantes (CEN et CN) ainsi que dans les conférences préparatoires au congrès. Estimant l'UE entrée en « phase terminale », par disparition non pas de ses institutions, mais de sa logique d'insertion « dans.la.phase.néolibérale.de.la.mondialisation.capitaliste?en.resserrant.les.liens.de.dépendance.avec.les.États_Unis?avec.le.dollar.et.[•].avec.l'OTAN »?le communiqué conclut à une entrée en « crise.structurelle » de l'UE et affirme : « il.n'est.pas.possible.de.réformer.en.profondeur.l'UE.maastrichtienne;. On.voit.aujourd'hui.toutes.les.limites.d'un.« réaménagement » dans.le.cadre.des.traités.existants. »

Il s'agit là d'une rupture avec la réflexion et l'action européennes issues des congrès du PCF : s'il faut en effet commencer par changer les traités existants, après validation par les 27 états membres, alors oui, l'espérance de transformation de l'Union Européenne est repoussée aux calendes grecques. S'il n'y a rien à faire de significatif dans l'Union Européenne actuelle, tant que les traités ne seront pas modifiés, ne vaut-il pas mieux s'en retirer ? Et ne plus perdre du temps à construire des convergences d'analyse et de propositions pour des combats communs au sein du PGE ?

On voit à quelles redoutables implications peut conduire le postulat d'impossibilité « de réformer.en.profondeur.l'UE.maastrichtienne »;

Le congrès doit se saisir de cette question, car on peut au contraire penser que la nécessaire refondation des traités sera un point d'arrivée et non de départ, qu'elle sera l'aboutissement d'un processus -et non son démarrage- au cours duquel des combats politiques victorieux auront ébranlé sérieusement l'orientation des politiques néo-libérales européennes, et ouvert la voie à la réécriture des traités. Les faits précèdent toujours le droit. Il serait impossible d'obtenir la moindre victoire dans le cadre actuel ? La preuve par l'exemple : à plusieurs reprises, sous la pression des événements (crise financière de 2008, Covid-19, guerre en Ukraine), l'Union Européenne a enfreint ses propres règles. Les marges de manœuvre existent dès maintenant pour changer de cap, mais c'est le rapport de force politique qui manque, et ce sont des mobilisations autour de propositions concrètes, applicables immédiatement, prenant à contre-pied la logique du capital, qui peuvent le construire.

Notre réflexion pourrait utilement s'appuyer sur des exemples de mobilisations très puissants et rapides, tels le succès de la pétition sur la loi Duplomb, où, celui, durant le COVID, de la pétition « des milliards pour l'hôpital, pas pour le capital », lancée par une certains nombre de camarades et de syndicalistes, qui avait recueilli plus 100.000 signatures en quelques jours, et dont le CEN n'avait pas voulu, hélas, prendre l'initiative !

Enfin, et ce n'est pas le moindre des arguments, comment peut-on changer le monde sans changer l'Europe ? Comment imaginer qu'on puisse résister aux plateformes des

GAFAM, aux Palantir et autres multinationales américaines ou chinoises au seul niveau français ? Comment ne pas prendre en compte les interdépendances et les imbrications économiques que la révolution informationnelle a propulsées, tout comme l'immense potentiel de partage et de progrès qu'elles recèlent, dès lors qu'elles échapperaient aux logiques capitalistes ? L'Europe, au lieu d'être le supplétif bafoué de l'impérialisme US, peut devenir un pont et une force d'équilibre entre l'Occident et le Sud Global, et même un élément de dépassement de cette opposition grâce au changement des rapports de force mondiaux. C'est cet avenir qu'il faut construire avec les autres forces progressistes européennes. Tel est le sens de notre engagement dans le PGE.

[Pour un pacifisme porteur d'un nouvel ordre mondial, avec une refonte des institutions internationales](#)

Le combat pour la paix n'est pas seulement celui de l'absence de guerre. Encore faut-il que s'instaurent les conditions matérielles et démocratiques qui réduisent les tensions, donnent un avenir à tous les peuples et répondent aux enjeux communs de l'humanité. Encore faut-il avancer des solutions vers « un.nouvel.ordre.mondial.qui.profitte.à.tous », pour reprendre l'expression d'Antonio Gutierrez.

Les interventions officielles du PCF ne portent pas avec suffisamment de force, de constance et de conviction cet aspect fondamental de la visée communiste.

Cette discrétion est le pendant de l'accent mis sur le rayonnement de la France, avec l'objectif de ne pas laisser ce terrain aux nationalistes, mais qui porte les risques d'en crédibiliser le discours. D'ailleurs, les failles sur la question européenne évoquées précédemment privent de cohérence la question du nouvel ordre mondial, à partir du moment où il n'y a pas de notre part un projet européen bien identifié.

Un autre obstacle se dresse dans l'appréhension du nouveau monde et des combats à mener : la croyance qu'il aurait déjà basculé définitivement dans une nouvelle ère, sans en mesurer les contradictions, les ambivalences, les potentialités pour nouer des alliances et impulser des luttes communes mondiales.

La refonte des institutions internationales est un aspect majeur des solutions pour un nouvel ordre mondial. Si la réactivation de l'ONU est fréquemment évoquée, les propositions concernant la transformation des institutions économiques que sont le FMI et l'OMC sont insuffisamment portées dans les paroles officielles du PCF.

Pourtant, le dollar est le premier pilier de l'impérialisme américain, car il lui permet, grâce au privilège exorbitant d'être la monnaie mondiale, de financer sa puissance militaire, d'attirer des capitaux du monde entier pour financer ses multinationales et son leadership technologique. C'est pourquoi la proposition d'une « monnaie commune mondiale », gérée par un FMI transformé, pour financer les biens communs mondiaux, accompagnant le soutien à la dédollarisation initiée par les BRICS et renforçant la perspective progressiste de cette opposition, est essentielle pour donner la perspective d'un projet communiste pour l'humanité. Quant à l'OMC, qu'il faut

placer sous la tutelle de l'ONU, elle pourrait relancer un multilatéralisme d'un nouveau type, fondé sur la maîtrise d'échanges mutuellement avantageux, sur l'acceptation de protections douanières économiques, sociales et environnementales, à des fins non pas de guerre commerciale mais d'élévation générale des normes et de partage des technologies.

Plus que jamais, il importe de ne pas s'en tenir à un pacifisme étroit, mais de projeter et faire partager les modalités de fonctionnement d'un nouvel ordre mondial.

Prendre en compte la stratégie du capital dans l'analyse des tensions géopolitiques

L'analyse et l'action internationale du PCF semblent parfois surestimer le rôle des dirigeants politiques par rapport aux logiques économiques. La question des firmes multinationales et de leur spécificité est grandement sous-estimée. Elles sont pourtant un facteur essentiel de structuration des sociétés, du local au global, puisqu'elles modèlent le monde tout autant que nos territoires en France, où elles contrôlent directement la moitié des emplois et de la production. Déconnecter les tensions géopolitiques de l'analyse des stratégies du capital peut conduire à des erreurs d'appréciation et de positionnement.

Sur la guerre en Ukraine, le choix initial par le capitalisme américain de la guerre jusqu'à la défaite de la Russie, pour affaiblir en même temps l'Europe et le rival systémique qu'est la Chine, a été sous-estimé, d'où une position initiale du PCF incohérente demandant tout à la fois le cessez le feu et l'armement de l'Ukraine pour que la « Russie ne gagne pas » !

Avec l'enlèvement du conflit et l'objectif d'anéantissement de l'Iran, il se dessine un retournement d'alliance USA-Russie, comme l'indique la possible relance par les Etats-Unis du gazoduc Nordstream 2 - à la destruction duquel les services secrets américains ont contribué aux côtés du gouvernement ukrainien ! - dans le but de prélever la dîme américaine sur l'approvisionnement de l'Europe en gaz russe, après avoir coupé le circuit et ouvert le marché européen au gaz de schiste américain ! Ce sont donc bien les enjeux économiques qui dominent les conflits inter-impérialistes, et les peuples, tous les peuples, qui en payent un lourd tribut. L'analyse de classe permet de prendre de la distance avec l'idéologie dominante qui cherche toujours à s'assurer le soutien populaire à la guerre du côté du « bon camp » !

Participer aux rassemblements les plus larges pour sauver les Palestiniens

Les Palestiniens sont victimes d'un génocide avéré et les mobilisations en France ne sont pas à la mesure du drame humain et de l'impunité monstrueuse dont bénéficie le gouvernement israélien.

Par les préalables que le PCF a mis dans sa participation aux rassemblements de soutien à la Palestine, il n'a pas aidé à leur développement. La sortie du collectif national, le refus de signer les appels communs dès lors que les communiqués

n'évoquaient pas les actes terroristes du Hamas ou la reconnaissance des deux états, venant d'un parti qui a toujours été à la pointe de ce combat, ont jeté le trouble et freiné la dynamique de soutien. Les voix qui au CEN avaient proposé de nous associer aux rassemblements tout en diffusant nos positions n'ont pas été entendues. Cette posture a été interprétée à l'extérieur comme un retrait du PCF sur ce combat, malgré des initiatives autonomes de soutien, car ces dernières n'ont eu que peu de portée médiatique. Ce contexte a permis à LFI de s'ériger en symbole de la défense de la Palestine, alors même que ce combat fait partie de l'histoire du PCF.

S'il faut chercher des analogies historiques avec la situation actuelle, ce n'est pas la période de 1945 qui peut servir de référence, avec les nazis vaincus, « les jours heureux » et le pays à reconstruire, mais plutôt les années 1930 et la nécessaire résistance à la vague du fascisme qui submerge un nombre croissant de pays. Analogie, mais aussi différences qu'on ne peut pas enjamber, notamment les transformations du capitalisme, l'entrée en crise systémique du Capitalisme Monopoliste d'Etat Social et sa financiarisation à l'échelle mondiale dans un contexte de révolution informationnelle, monétaire et écologique.

Ces transformations donnent à l'internationale fasciste une puissance considérable : elle n'est plus seulement constituée des affinités entre dirigeants politiques, comme il y a un siècle, mais elle est dominée par les multinationales des GAFAM qui régissent aujourd'hui les réseaux d'information à une échelle quasi-mondiale, centralisent les données individuelles utilisables à toutes fins, pas seulement commerciales, et sont en train de s'assurer la maîtrise des sources d'énergie nécessaires au fonctionnement de l'économie numérique. Certains dirigeants de ces multinationales, tels Elon Musk, Jeff Bezos, Mark Zuckerberg, Peter Thiel et autres oligarques de la « Silicon Valley » ne cachent pas vouloir mettre leur puissance financière et idéologique au service d'un projet de société réactionnaire allant jusqu'au fascisme assumé pour certains. Tandis que les forces les plus réactionnaires ont, depuis longtemps cherché à contrôler les banques centrales et la création monétaire (ainsi en fut-il des amis de Milton Friedman au Chili de Pinochet).

Plus que jamais, la construction d'un rapport de force dépassant le cadre national s'impose : la résistance au capitalisme des plateformes et des réseaux suppose une taille critique qui dépasse très largement l'échelle de la France. Le souverainisme national est une impasse politique, et le congrès doit en débattre. On ne peut traiter convenablement ni du socialisme, ni du contenu d'une éventuelle campagne communiste à l'élection présidentielle en laissant de côté cette question. On ne pourra pas mettre en mouvement le parti autour d'un projet de transformation sans un regard partagé sur le nouveau monde.

